

# AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT

## Soutenir les populations et les écosystèmes en Indo-Pacifique

En 2022, la France a consacré 0,56 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement (APD), devenant le 4<sup>e</sup> bailleur mondial selon l'OCDE. Seuls 3 pays de l'Indo-Pacifique (Comores, Djibouti et Madagascar) faisaient partie des 19 pays prioritaires de l'APD française, une liste qui a été supprimée en 2023 pour permettre d'inclure les pays les moins avancés, dont ceux les plus vulnérables aux effets du changement climatique. L'aide au développement est en effet une dimension majeure et incontournable de la stratégie française en Indo-Pacifique.

La région est par sa taille et sa diversité une bonne échelle pour faire face aux défis globaux, notamment climatiques et environnementaux<sup>1</sup>. La moitié des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial est concentrée. Les États insulaires du Pacifique considèrent le changement climatique comme la principale menace pour leur sécurité (cf. déclaration de Boe de 2018). 14 des 20 États les plus vulnérables au changement climatique sont en Indo-Pacifique, dont les Maldives, Tuvalu, Kiribati et la Micronésie<sup>2</sup>. L'érosion côtière a un impact majeur en termes de déplacements de population, comme au Vietnam ou au Bangladesh<sup>3</sup>.

La région correspond à 32 % des encours du Groupe Agence française de développement (Groupe AFD), qui y dispose de 27 bureaux. Plus généralement, c'est tout un réseau qui multiplie les initiatives, avec par exemple France Volontaires et l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et qui tente d'apporter des solutions concrètes au bénéfice des populations.

### GRUPE AFD, UN ACTEUR INCONTOURNABLE

Via ses 27 bureaux en Indo-Pacifique<sup>4</sup>, le Groupe AFD est intervenu dans 28 pays ainsi que dans les 6 territoires français d'outre-mer (*voir fiche No.1 - Territoires ultramarins*) pour près de 2,95 milliards d'euros de nouveaux engagements en 2022, soit 25 % du total<sup>5</sup>. L'Inde arrive en tête des portefeuilles avec 1,68 milliard d'euros d'exécution de projets, suivie par le Bangladesh (1,38), le Kenya (1,36), la Chine (1,21), la Tanzanie (1,19) et le Pakistan (1,09). Le Pacifique a par ailleurs été intégré au mandat de l'AFD

en 2018. En mai 2023, une première garantie à la Banque de développement des Fidji a été accordée pour soutenir les PME locales.

Les projets de l'AFD en Indo-Pacifique se concentrent autour de deux thématiques principales : la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité terrestre, marine et côtière. L'objectif est de mobiliser en fédérant autour de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable (ODD). Le soutien au programme Energy Transition Partnership de l'ASEAN en est un des nombreux exemples. De nombreux autres domaines font l'objet de projets, notamment la santé et l'éducation (*voir fiche No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes, voir fiche No.10 - Éducation et droits humains*).

En février 2022, l'AFD et l'Exim Bank of India ont organisé une conférence sur la finance durable dans l'Indo-Pacifique qui a rassemblé les banques de développement impliquées dans la région et visait à favoriser une meilleure coordination entre acteurs.

### RÉSEAU INTERNATIONAL ET FILIALES

Le Groupe AFD multiplie les coopérations avec des partenaires multilatéraux (Banque mondiale, Union européenne, etc.), régionaux (Banque asiatique de développement, Association des États riverains de l'océan Indien (IORA), etc.) et bilatéraux présents dans la région (Allemagne, Japon, Australie, Canada, etc.).

Un des projets phares est l'initiative Kiwa, qui a pour objectif de renforcer l'adaptation de 19 pays et territoires du Pacifique aux effets du changement climatique et à protéger leur biodiversité en finançant des projets promouvant les solutions fondées sur la nature. Le projet rassemble cinq bailleurs internationaux (France, UE, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Il est doté d'un programme d'assistance technique délivré par la Communauté du Pacifique (CPS) et le Programme régional océanien pour l'environnement (PROE). La France finance plus de la moitié des 75 millions d'euros du budget total.

<sup>1</sup> BONDAZ Antoine, ORLIANGE Philippe, « Indo-Pacifique est incontournable pour faire face aux défis climatiques et environnementaux », *Le Monde*, 27 septembre 2022.

<sup>2</sup> Notre Dame Global Adaptation Initiative Gain, 2022.

<sup>3</sup> BONDAZ Antoine, TAITHE Alexandre, « Prendre en compte les enjeux de sécurité environnementale en Indo-Pacifique », *Revue Conflits*, mars 2023.

<sup>4</sup> Fidji, Papouasie Nouvelle-Guinée et Vanuatu sont en cours d'ouverture.

<sup>5</sup> Données fournies par l'AFD.

Le partenariat, depuis 2019, avec l'Agence de coopération internationale japonaise (JICA) se traduit par exemple par des projets concrets comme le soutien à un programme de gestion du risque de catastrophes (DREAM) en Indonésie (*voir fiche No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes*).

Filiale du Groupe AFD dédiée au secteur privé, Proparco finance et accompagne des entreprises et des établissements financiers dans la promotion d'un développement durable sur le plan économique, social et environnemental. Grâce à un investissement de 25 millions dans GreenYellow, Proparco contribue au développement de petites centrales solaires décentralisées pour des clients commerciaux et industriels en Thaïlande, au Cambodge et au Vietnam.

Autre filiale, Expertise France est l'agence publique de coopération technique internationale. Elle met par exemple en œuvre le programme Varuna, qui vise à freiner l'érosion de la biodiversité dans le sud-ouest de l'océan Indien. Parmi les nombreuses actions entreprises depuis janvier 2022, le projet « Réseau des gestionnaires d'Aires Marines Protégées », animé par Réserves naturelles de France, permet de mutualiser les outils, pratiques et expériences aux Comores, à Madagascar, à Maurice, et aux Seychelles.

## FONDS ET OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), *via* notamment la Direction du développement durable, impulse l'APD française. Au niveau politique, la Secrétaire d'État chargée du Développement, de la Francophonie et des Partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, multiplie les déplacements dans la région. Elle s'est rendue en Inde en octobre 2022, en Papouasie-Nouvelle-Guinée puis au Vanuatu en novembre 2022, ou encore à Madagascar en mai 2023 (*voir fiche No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles*).

Le Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) est un dispositif de financement qui permet aux ambassades et aux services centraux de soutenir des actions innovantes. Le projet COMPOSE, lancé en 2019, avait pour objectif la création d'un observatoire sur l'impact du plastique et des déchets au Vietnam.

L'Agence des Micro Projets, un programme de l'ONG La Guilde en partenariat avec l'AFD et le MEAE, permet de financer des associations qui mettent en

œuvre des microprojets de développement, comme celui mis sur pied avec l'association Génération Masoala, à Madagascar.

Le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) finance aussi des projets innovants en faveur de l'environnement à l'instar d'un projet de compensation écologique pour les industries extractives au Laos et au Mozambique, ou ceux de promotion de l'agroécologie au Cambodge et en Afrique du Sud.

France Volontaires, un des opérateurs du MEAE, a pour mission de promouvoir le volontariat international d'échange et de solidarité. Il dispose de 10 bureaux et antennes dans la région. En 2022, 40 % des missions de volontariat de solidarité internationale (VSI) ont été effectuées en Indo-Pacifique (658 sur 1 630), hors territoires ultra-marins. Madagascar (169), le Cambodge (132), les Philippines (87) et l'Inde (73) ont attiré le plus grand nombre de volontaires.

C'est aussi une opportunité unique pour les jeunes Français de l'Indo-Pacifique d'effectuer un volontariat dans un des pays voisins. C'est le cas avec le Programme du Service de Volontariat Océanien (PSVO), lancé en 2012, dont plus de 200 jeunes ont déjà bénéficié, principalement pour se rendre au Vanuatu. Un accord signé en juin 2023 avec le département de la Réunion prévoit de déployer 13 missions de service civique à Maurice et Madagascar.

Enfin, une myriade d'acteurs publics et privés sont engagés : Météo France, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), ou encore le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) (*voir fiche No.11 - Coopération scientifique et innovation*).

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) est présent dans 8 pays de l'Indo-Pacifique et 3 territoires ultramarins. Menant des activités à Madagascar depuis 1947, l'IRD y soutient une vingtaine de programmes de recherche. Dans le cadre de l'UMR NUTRIPASS, en partenariat avec la faculté des Sciences de l'Université d'Antananarivo et l'ONG GRET, les travaux visent par exemple à atteindre les objectifs définis dans le cadre de la Politique nationale de nutrition de Madagascar.

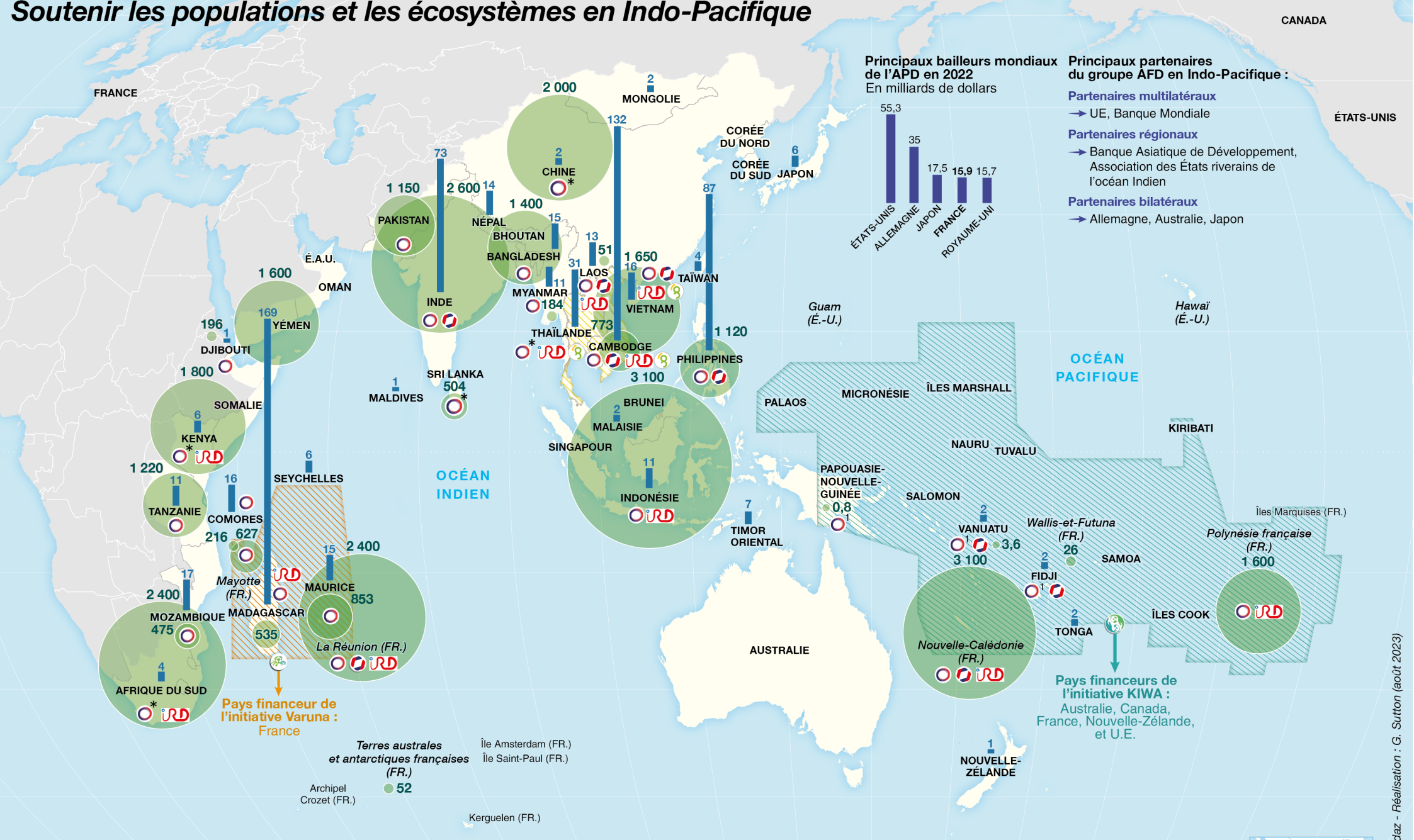
Juillet 2023

Antoine BONDAZ et Marie DESBONNETS<sup>6</sup>

<sup>6</sup> Contact : [a.bondaz@frstrategie.org](mailto:a.bondaz@frstrategie.org) // @AntoineBondaz

# No.6 - AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET ENVIRONNEMENT

## Soutenir les populations et les écosystèmes en Indo-Pacifique



### Agence française de développement

- Bureaux de l'AFD
- \* Bureaux régionaux
- 1. En cours d'ouverture

### Exemples de projets du groupe AFD

- 🌿 Kiwa / AFD (changement climatique et biodiversité)
- ⚡ GreenYellow / Proparco (énergie)
- 🌿 Varuna / Expertise France (biodiversité)

### France Volontaires

- 🇫🇷 Bureaux de France Volontaires
- ▮ Nombre de VSI (en 2022)

### Recherches sur le développement

- 🇫🇷 Bureaux de l'IRD



## À PROPOS DU PROJET

**La France en Indo-Pacifique, puissance d'initiatives et de solutions**, est un projet de recherche sans précédent de recensement, de synthèse et de cartographie des acteurs et des actions de la France dans une région incontournable pour les intérêts nationaux.

**La publication d'une première série de fiches thématiques** sur la présence française dans la région vise à rendre plus visible et à valoriser ce qui est réalisé concrètement sur le terrain au profit des Français et des populations locales par les ministères, les opérateurs de l'État, mais aussi les entreprises et les ONG françaises.

**Ce projet s'inscrit dans les recherches de la FRS et fait suite à la publication de deux notes** intitulées « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique » en novembre 2022<sup>7</sup> et « Reconceptualiser la politique étrangère et de sécurité française en Indo-Pacifique » en juillet 2023<sup>8</sup>.

### Liste des fiches thématiques en 2023

- No.1 - Territoires ultramarins
- No.2 - Démographie et représentation politique
- No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles
- No.4 - Présence militaire et diplomatie de défense
- No.5 - Coopération sécuritaire et policière
- No.6 - Aide au développement et environnement
- No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes
- No.8 - Coopération économique et entreprises
- No.9 - Coopération culturelle et francophonie
- No.10 - Éducation et droits humains
- No.11 - Coopération scientifique et innovation

## À PROPOS DE L'AUTEUR

Ce projet est une initiative d'**Antoine BONDAZ**, directeur de l'Observatoire du multilatéralisme en Indo-Pacifique et enseignant à Sciences Po. Il a été assisté par **Marie DESBONNETS**, étudiante à Sciences Po et diplômée de l'IEP de Lyon.

**La Fondation pour la recherche stratégique (FRS)**, créée en 1992, est une fondation reconnue d'utilité publique (décret du 26 février 1993) qui exerce ses activités en toute indépendance. Elle a pour missions d'analyser les problèmes de stratégie et de sécurité internationale, et de contribuer au débat stratégique en France ainsi qu'au rayonnement des idées françaises à l'étranger.

**La FRS mène des recherches sur et dans la zone Indo-Pacifique**, à travers des approches régionales et thématiques, organise des dialogues stratégiques de haut niveau (bilatéraux et trilatéraux), pilote une plateforme européenne d'échange sur l'Indo-Pacifique avec la SWP allemande et a signé plusieurs accords de coopération avec les principaux think-tanks de la région.

<sup>7</sup> <https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-une-puissance-initiatives-indo-pacifique-2022>

<sup>8</sup> <https://www.frstrategie.org/publications/notes/reconceptualiser-politique-etrangere-securite-francaise-indo-pacifique-2023>